

Crise de l'école?

L'option des discussions

O. Maulini

Tant les débats politiques *sur* l'école, que les pratiques pédagogiques *dans* l'école, montrent une évolution *a priori* inconfortable pour l'institution: le savoir ne fait plus d'emblée autorité; il est de plus en plus discuté; recevoir sans broncher des leçons venues d'en haut est moins vécu comme un signe de respect (estimable) que de soumission (indésirable). Est-ce la fin prochaine d'une instruction publique en crise, où plutôt le signe que l'accès aux savoirs se démocratise en même temps que le pouvoir collectif de débattre et de s'interroger? Reprenons ce raisonnement, mais surtout sans paniquer...

Premièrement, nous savons que l'école peine de plus en plus à *faire la leçon* au reste de la société. Les citoyens – parce qu'ils l'ont fréquentée! – se jugent éclairés: ils ne veulent plus sagement se taire et écouter. Dans l'esprit des parents, des élus, des journalistes, l'autorité d'antan a sérieusement décliné. Les enseignants souffrent de devoir se justifier, même s'ils critiquent eux-mêmes leur hiérarchie, leur médecin ou leur boucher. On leur demande surtout une chose et son contraire: des comptes et de la générosité, de l'autonomie et de l'obéissance, une formation courte et des compétences renforcées, des méthodes à la fois standardisées et différenciées, plus de notes et moins d'inégalités, d'autant plus d'évaluations qu'aucune valeur substantielle ne fait désormais l'unanimité... Mais les pratiques pédagogiques semblent elles-mêmes – deuxièmement et de l'intérieur – hésiter. Aux élèves, elles n'aiment plus imposer d'en haut des vérités: bon gré, mal gré, l'enseignement devient dialogué, interactif, participatif, dévolutif, différencié... et évalué! De l'école primaire à l'Université, *donner une leçon* peut en effet devenir un tort si l'auditoire ne la comprend pas, ne lui trouve pas de sens, bref, ne peut pas questionner le propos qu'il juge inapproprié.



Devant tant d'incertitudes, de «relativisme» ou de «constructivisme» plus ou moins authentifiés, on peut certes reprocher à l'école publique de baisser pavillon... ce qui ne renforce pas sa crédibilité! Si dénoncer l'excès de discussions est une façon d'amplifier le phénomène incriminé, peut-on raisonnablement rêver de rétablir l'ancienne dénivellation (l'école sur l'estrade, le peuple sous sa supervision), ou est-il plus urgent de fournir à chaque citoyen les moyens de discuter solidairement, avec les autres, d'un ordre nouveau de plus en plus complexe et problématisé? Entre conseils d'établissement (avec les parents) et conseils de classe (avec leurs enfants), on peut faire l'hypothèse que l'école de demain sera moins déprimée si elle valorise pleinement les discussions, donc la validation des savoirs et des valeurs par la délibération commune et l'arbitrage du meilleur argument. C'est certainement exigeant, donc pas le plus probable, fatalement...

l'auteur

Olivier Maulini
Université de Genève
Faculté de psychologie et des
sciences de l'éducation.

